

Philippe Murcia : « Le pays doit s'ancrer dans l'économie bleue »

9 novembre 2016 - Éco // 991 Views // N°: 82

Avec ses 5 000 km de côtes, Madagascar a de nombreux points forts au niveau de l'économie bleue. Philippe Murcia, fondateur d'Ocean Company Consulting et ancien directeur général du Port d'Ehoala pour Rio Tinto-QMM, nous explique les enjeux de cette nouvelle orientation pour les États insulaires.





Qu'est-ce que l'économie bleue ?

Cela regroupe toutes les activités économiques durables dans le domaine des mers, océans, fleuves et lacs. Pour résumer, c'est l'eau dans tous ses états, y compris les nappes souterraines. Dans le livre *L'Économie bleue en Afrique* : Guide pratique publié par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA), des exemples concrets de réussites y sont cités, en particulier à Madagascar. Les îles ont manifesté pour qu'il y ait une attention portée sur elles car elles vivent en symbiose avec la mer. Les Nations Unies se sont donc penchées sur le sujet avec des experts. Il en résulte une meilleure compréhension de tout ce que l'économie peut apporter à ces îles avec l'objectif de les intégrer d'une façon globale dans tous les efforts de développement qui sont faits au niveau de la planète.



En quoi Madagascar est-elle plus particulièrement concernée ?

L'économie bleue sur la Grande Île est le meilleur moyen de lutter efficacement contre la pauvreté grâce à la création d'emplois dans plusieurs secteurs, à savoir le transport maritime national et international, les activités portuaires comme la manutention, l'import-export, le transport routier associé, mais également le secteur minier relié à la mer comme à Ambatovy et Rio Tinto-QMM, sans oublier la pêche traditionnelle ou en haute mer. Il y a aussi l'aquaculture comme les crevettes du canal de Mozambique jusqu'aux nouveaux esturgeons de Mantasoa, l'industrie salinière à Diego-Suarez, la récolte des algues. Il ne faut pas oublier le secteur culturel avec le festival Vez'tival des pêcheurs Vezo.

Et les ports qui contribuent aussi au développement ?

La bonne nouvelle de cette rentrée 2016, c'est le projet de réhabilitation du port de Toamasina grâce à la Coopération japonaise. Il est clair qu'un des freins au développement de Madagascar était jusqu'alors son port principal non adapté aux navires issus de la mondialisation par manque de profondeur.

« Les Seychelles ont un ministre de l'Économie bleue, très bonne idée ! »

Les chiffres clés de l'économie bleue dans le monde

(source : « L'économie bleue en Afrique : Guide pratique » – mars 2016)

- Plus de 70 %** de la surface du globe est recouverte d'eau.
- 50 %** de la population mondiale vit à moins de 60 km de la mer.
- 75 %** des grandes villes sont situées sur les côtes.
- 38 pays sur 54 (70 %)** que compte l'Afrique sont des états côtiers.
- Dans le commerce international, **90 %** des marchandises sont transportées par mer.
- En 2010, les chiffres d'affaires des activités liées au monde de la mer se sont élevés à **1 500 milliards d'euros**. Il sera chaque année à **2 500 milliards d'euros** à l'horizon 2020.

Dans le port de Toamasina, ne peuvent accoster que des navires de l'ordre de 10,50 mètres de profondeur alors qu'on devrait avoir une profondeur de 16 mètres. Un meilleur port aux normes internationales permettra de recevoir toutes les catégories de navires et donc de réduire les frets, le prix du transport maritime, et attirera les activités économiques jusque là réservées à Maurice, à La Réunion et à l'Afrique du Sud. Les redevances et taxes diverses alimenteront les budgets de l'État grâce à l'accroissement des volumes des conteneurs et marchandises chargés ou déchargés et en transbordement. Ce chantier de plusieurs années va générer des centaines d'emplois directs et des milliers d'emplois indirects.

On peut donc parler de mondialisation maritime ?

Oui, grâce à une prise de conscience généralisée. Les États, les organismes internationaux et le secteur privé mettent en priorité l'accompagnement des activités liées à l'eau et au domaine maritime. Qu'il s'agisse de la France avec le travail exceptionnel de son « Cluster maritime » pour réunir tous les secteurs du maritime français,

la Commission de l'océan Indien et ses programmes sur la sécurité en mer et la prévention climatique ou encore le Japon avec les résolutions du récent TICAD VI (partenariat Afrique-Japon), la Banque mondiale, l'Union africaine, les Nations Unies qui l'ont érigé en axe majeur de développement pour l'Afrique, tous mettent en avant l'économie bleue. Les Seychelles ont même nommé un ministre de l'Économie bleue, c'est une très bonne idée ! C'est une vraie reconnaissance des enjeux en cours et des réponses apportées à la problématique du développement tout en préservant l'environnement.

Comment voyez-vous le futur de l'économie bleue à Madagascar ?

Il y a un consensus de tous les acteurs principaux – ce qui est rare – pour aller de l'avant avec ce concept d'économie bleue. Le secteur privé local a fait beaucoup d'efforts pour atteindre les normes internationales (ISO, HSE, Qualité, label Bio, etc.) et nous devons donc nous appuyer sur les investisseurs locaux pour accompagner le développement notamment en province. Les ports de Toliara, Mahajanga, Nosy Be, Diego-Suarez et bien sûr Ehoala à Tolagnaro doivent faire l'objet de toute notre attention pour que la « manne bleue » soit bénéfique à tous, et que Toamasina ne soit pas le seul port « élu ». Le Sud de l'île en particulier a besoin d'une relance rapide compte tenu des difficultés chroniques de sécheresse – aggravée par le changement climatique – qui fragilisent de plus en plus la population. Le Nord de l'île doit se focaliser sur l'export des produits locaux et le retour du tourisme. Seul le secteur privé local à Madagascar a cette capacité de redynamiser le Nord et le Sud et il doit être soutenu dans cette tâche vitale. Au plan régional, les partages d'expériences et les interactions entre les îles doivent être prioritaires, la communication devrait être systématiquement unifiée par le beau logo des Îles Vanille. La sécurité maritime fait déjà l'objet d'actions communes déterminantes et indispensables. Les patrimoines des îles avec notre culture et notre histoire communes liées à la mer sont à protéger et à valoriser ensemble. Toutes les initiatives en ce sens sont les bienvenues.

Contact

Philippe Murcia : murcia.ph@gmail.com

Propos recueillis par [#AinaZoRaberanto](#)